



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.43

6 novembre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 43e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 1er novembre, à 10 heures

Président : M. SALLAH (Vice-Président) (Gambie)

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales [32]

- a) Rapport du Secrétaire général
- b) Projet de résolution
- c) Rapport de la Cinquième Commission

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations [17] (suite)

- i) Confirmation de la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement : note du Secrétaire général

/...

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Rapport de la Cour internationale de Justice [13]

Bilan de l'Année internationale de la paix [21] (suite)

- a) Rapport du Secrétaire général
- b) Projet de résolution

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, et aux moyens d'élargir le champ de cette coopération et d'en accroître l'efficacité [157]

- a) Projets de résolution
- b) Projet de décision
- c) Rapport de la Cinquième Commission

En l'absence du Président, M. Sallah (Gambie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 45.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES

- a) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/44/661)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/44/L.17)
- c) RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/44/679)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Ambassadeur Garba, retenu hors de New York par des engagements antérieurs, m'a prié de vous transmettre ses regrets de ne pouvoir assister à cette session de l'Assemblée pour vous présenter le projet de résolution dont vous êtes maintenant saisis.

Il estime que le projet de résolution A/44/L.17 est un texte équilibré qui reflète fidèlement les préoccupations des parties intéressées et souligne la nécessité urgente de parvenir à une solution politique d'ensemble de la situation concernant l'Afghanistan.

Le projet de résolution présenté par le Président est le résultat d'un consensus des parties. Il espère que l'Assemblée pourra, elle aussi, l'adopter par consensus.

Avant de prendre une décision sur le projet de résolution, je voudrais souligner que dans le cadre de l'accord entre les parties directement intéressées, il a été convenu qu'il n'y aurait pas de débat sur la question à l'Assemblée générale. Il est donc suggéré que nous nous en tenions à cet accord, qui est destiné à permettre un appui aussi large que possible à ce projet de résolution. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale accepte de ne pas discuter le point en question.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le rapport de la Cinquième Commission concernant les incidences sur le budget-programme du projet de résolution fait l'objet du document A/44/679.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/44/L.17?

Le projet de résolution est adopté (résolution 44/15).

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée a ainsi achevé l'examen du point 32 de l'ordre du jour.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

i) CONFIRMATION DE LA NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT : NOTE DU SECRETAIRE GENERAL (A/44/108)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au paragraphe 22 de la partie B de sa résolution 1240 (XIII), du 14 octobre 1958, relative à la création du Fonds spécial, l'Assemblée générale avait décidé que le Secrétaire général, après avoir consulté le Conseil d'administration du Fonds spécial, nommerait le Directeur général, sous réserve de confirmation par l'Assemblée. Il a été considéré que cette procédure s'appliquait également à la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

Par sa décision 40/324, du 28 avril 1986, l'Assemblée générale a confirmé la nomination par le Secrétaire général de M. William H. Draper III en tant qu'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour un mandat commençant le 1er mai 1986 et expirant le 31 décembre 1989.

Après avoir consulté les membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, le Secrétaire général propose à présent que la nomination de M. William H. Draper III comme administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement soit reconduite pour une période de quatre ans se terminant le 31 décembre 1993.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette proposition?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 17 i) de l'ordre du jour.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE (A/44/4)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend acte du rapport de la Cour internationale de Justice?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Secrétaire général.

Le SECRETAIRE GENERAL (interprétation de l'anglais) : Je suis extrêmement heureux de pouvoir annoncer la création du Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général pour aider les Etats à régler leurs différends par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice.

L'Assemblée n'est pas sans savoir que le règlement des différends "par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international" constitue un outil essentiel du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les arrêts de la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, représentent les décisions de la plus haute autorité du monde en matière de droit international. La Cour est également le principal organe pour régler les différends d'ordre juridique entre Etats. C'est pourquoi le Secrétaire général a la responsabilité particulière de promouvoir le règlement judiciaire de ces différends par l'intermédiaire de la Cour.

Quand des différends d'ordre juridique surgissent entre des Etats sur certaines questions, il peut y avoir des cas où les parties intéressées sont disposées à chercher un règlement par l'intermédiaire de la Cour, soit sur le différend dans son ensemble, soit sur un de ses éléments, mais ne peuvent pas le faire faute de compétences juridiques ou de moyens. Il peut aussi y avoir des cas où les parties sont dans l'incapacité d'appliquer l'arrêt de la Cour pour des raisons semblables. L'objet du Fonds d'affectation spéciale est donc de mettre une aide financière à la disposition des Etats lorsque cela est nécessaire afin de leur permettre de recourir à la Cour pour régler leurs différends d'ordre juridique. Même si un aspect seulement d'un différend est porté devant la Cour, cela peut rapprocher la situation tout entière d'une solution. Ainsi, on peut espérer que les Etats seront incités à recourir davantage encore à l'organe judiciaire principal des Nations Unies.

Au fil des années, les Nations Unies ont pris différentes mesures pour faciliter le règlement des différends et surmonter les obstacles qui pourraient s'y

Le Secrétaire général

opposer. L'Assemblée générale a adopté un certain nombre d'instruments importants à cet égard, parmi lesquels la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends et, plus récemment, la Déclaration sur la prévention et l'élimination des différends et des situations qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales et le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. Ces instruments historiques comprennent une série de procédures, méthodes et mesures précieuses qui peuvent être reprises par les Etats, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général aux fins du règlement pacifique de différends. Le Fonds d'affectation spéciale a pour objet d'offrir un moyen pratique de surmonter les obstacles financiers au règlement judiciaire des différends d'ordre juridique par la Cour.

Sur le plan des principes, je pense qu'au stade actuel, seulement deux catégories d'affaires pourraient être considérées comme ouvrant droit à l'aide financière du Fonds d'affectation spéciale. La première concernerait les affaires soumises d'un commun accord à la Cour internationale de Justice par les parties concernées. Cela signifie que les deux Etats, le requérant et le défendeur, doivent être d'accord pour soumettre leur différend à la Cour. Dans ce cas, la compétence de la Cour ne serait pas contestable et toutes les parties concernées devraient être prêtes à procéder au règlement. La seconde catégorie concernerait le cas où les deux parties sont prêtes à appliquer un arrêt de la Cour, mais où l'une ou l'autre n'est pas en mesure de le faire faute de moyens de compétences.

La caractéristique fondamentale des deux catégories est la nécessité du consentement des parties intéressées. A cet égard, je note que le gros du travail de la Cour pendant la décennie en cours a été constitué d'affaires qui lui avaient été soumises d'un commun accord par les parties. J'ajouterai que le principe de l'utilisation des ressources du Fonds pour les affaires où il y a accord entre les parties a reçu le plein appui du Président et des juges de la Cour.

Afin de garantir une impartialité absolue, j'ai l'intention de créer un groupe de trois experts de haut niveau lors de chaque demande d'aide financière. Les groupes examineront les demandes et, selon qu'il y aura lieu, feront des recommandations concernant les types de dépenses à couvrir et le montant de l'aide financière à accorder. Leurs travaux seront strictement confidentiels et en

Le Secrétaire général

examinant une demande, ils devront être guidés uniquement par les besoins financiers de l'Etat qui la présente et par le montant des fonds disponibles. Les versements se feront sur justificatifs faisant apparaître les dépenses effectives en regard des dépenses approuvées.

Le Fonds est soumis au règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies.

Le Secrétaire général

J'aborde maintenant la question des ressources du Fonds, qui doivent être financées par des contributions volontaires. J'espère sincèrement que les Etats, les organisations intergouvernementales, les institutions nationales et les organisations non gouvernementales, de même que les particuliers et les sociétés seront les donateurs de ce fonds. J'invite instamment les délégations à faire part de cette initiative à leurs gouvernements et à les inciter à faire des contributions financières au Fonds. C'est une noble cause, et je les prie instamment de le faire. Selon les termes du Président de la Cour, c'est une initiative qui tend à :

"rétablir la Cour à sa juste place parmi les principaux organes des Nations Unies, comme prévu dans les Chapitres VI et XIV de la Charte."

Sir Arthur WATTS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Nous venons d'entendre le Secrétaire général nous annoncer officiellement la création du Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général pour aider les Etats à régler leurs différends par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice. Lorsque cette idée a été mentionnée pour la première fois dans un communiqué de presse en août dernier, il a été d'emblée manifeste que c'était là une des initiatives les plus novatrices que l'on pouvait prendre à propos de la Cour internationale de Justice.

Le Royaume-Uni a toujours été un ardent défenseur de la primauté du droit dans les relations internationales. La primauté du droit, et du droit international en particulier, est indispensable au maintien de la paix et la sécurité internationales. C'est en réalité la contrepartie du principe du non-recours à la force consacrée dans la Charte de notre organisation.

Cette même charte énonce, entre autres principes, que les Etats Membres "règleront leurs différends internationaux par des moyens pacifiques", institue la Cour internationale de Justice en tant qu'"organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies", note que "d'une manière générale les différends d'ordre juridique devraient être soumis par les parties à la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions du Statut de la Cour", étant entendu que "tous les Membres des Nations Unies sont ipso facto parties au Statut de la Cour".

La règle internationale du droit l'exige; au vrai, elle exige plus encore. Elle exige notamment non seulement l'existence d'une cour pour connaître des différends juridiques, mais la liberté d'accès à cette cour pour tous les Etats qui

Sir Arthur Watts (Royaume-Uni)

voudraient y régler leurs différends juridiques internationaux. La communauté internationale a encore beaucoup à faire en ce sens, mais un certain optimisme est permis.

Bien que la juridiction de la Cour dépende du consentement des parties, ce consentement peut être donné à l'avance dans une déclaration par laquelle elles acceptent le caractère obligatoire de la juridiction de la Cour. Le Royaume-Uni est fier de pouvoir dire qu'en tant qu'Etat il a toujours accepté la juridiction obligatoire de la Cour, tout comme il avait toujours accepté auparavant la juridiction obligatoire de l'organe qui avait précédé la Cour au temps de la Société des Nations, à savoir la Cour internationale permanente de Justice.

Bien que moins d'un tiers des Membres des Nations Unies acceptent aujourd'hui la juridiction obligatoire de la Cour, les choses bougent. Au cours des deux dernières années, trois nouveaux Etats se sont joints à ceux qui avaient déjà accepté la juridiction obligatoire de la Cour. A la présente session de l'Assemblée, deux autres Etats ont manifesté leur intention d'accepter la juridiction obligatoire de la Cour, et d'autres Etats encore ont récemment annoncé leur intention d'accepter la juridiction de la Cour aux fins de diverses conventions multilatérales.

Il est particulièrement encourageant que les Etats qui ont récemment accepté la juridiction de la Cour ne viennent pas d'une seule région du monde ni d'un seul groupe d'Etats, mais de toutes les régions et de tous les groupes. Ceci illustre de façon tout à fait concrète l'attention accrue accordée au droit international dans plusieurs propositions constructives qui ont été soumises à l'Assemblée cette année, et lors des années précédentes. C'est une tendance dont nous nous félicitons vivement.

L'existence d'une cour, et l'acceptation de plus en plus manifeste de sa juridiction, ne satisfont néanmoins pas pleinement aux exigences de la primauté du droit si l'accès à cette cour est soumis à d'autres limitations contraignantes. Ester dans cette cour, y défendre un cas, et appliquer son arrêt, peut devenir une démarche extrêmement longue, complexe et très onéreuse, qui doit souvent être financée en devises fortes et parfois rares. Nous sommes certains que dans certains cas, on hésite à recourir à la juridiction de la Cour parce que cela revient trop cher.

Le Fonds d'affectation spéciale a pour but de remédier à ce problème d'une façon directe. Ce ne sera pas une charte pour les Etats demandeurs. L'assistance

Sir Arthur Watts (Royaume-Uni)

accordée au titre du Fonds ne sera, du moins dans un premier temps, disponible que dans un nombre limité de cas. Cette approche circonspecte est seulement prudente, et nous prenons acte des propositions destinées à assurer une parfaite impartialité dans la gestion de ce fonds; c'est là de toute évidence un des éléments les plus importants de ce plan. Quant à savoir s'il conviendra de le développer ultérieurement, cela dépendra entre autres choses de la façon dont il fonctionnera dans la pratique. Nous suivrons de près ses progrès, et nous contribuerons de notre mieux à son succès.

Bien entendu, ce n'est pas seulement avec des paroles d'appui et d'encouragement qu'un Etat pourra le plus aider le Fonds d'affectation spéciale; c'est avec de l'argent. C'est pourquoi je suis très heureux d'annoncer que le Gouvernement du Royaume-Uni fera une contribution financière importante au Fonds d'affectation spéciale. Nous sommes certains que notre contribution sera suivie de beaucoup d'autres et nous en appelons à tous les Etats pour qu'ils appuient fermement ce fonds d'affectation spéciale et montrent leur attachement à la Cour internationale de Justice et à la cause du droit international et de la justice, et, partant, à la primauté du droit dans les relations internationales.

M. S. M. SY (Sénégal) : Le chef de la délégation sénégalaise à la présente session a déjà eu l'occasion, le 4 octobre dernier, de transmettre au Président les félicitations du chef de l'Etat et du peuple sénégalais à la suite de sa brillante élection au poste de président de l'Assemblée générale. Je voudrais cependant me permettre de lui redire notre plaisir de le voir présider nos travaux et de me féliciter des relations de fraternité et de coopération solidaire qui unissent son grand pays, le Nigéria, et le Sénégal.

Je voudrais également saisir cette occasion pour renouveler à l'endroit du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, l'hommage que lui a rendu la délégation sénégalaise pour les efforts qu'il déploie sans cesse pour faire triompher les idéaux de paix et de justice de l'Organisation des Nations Unies.

La déclaration que vient de faire le Secrétaire général sur la création d'un fonds d'affectation spéciale ayant pour objet d'assister les Etats dans le règlement de leurs différends par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice, démontre une fois de plus son sens élevé de la justice et de la paix.

Pays attaché à la primauté du droit, le Sénégal accueille favorablement cette heureuse initiative qui, sans aucun doute, contribuera au renforcement du règne du droit dans les relations internationales.

M. S. M. Sy (Sénégal)

Les Nations Unies ont beaucoup fait depuis leur création il y a plus de 40 ans pour promouvoir un ordre international où, grâce au respect scrupuleux du droit, les Etats et les peuples vivraient en paix, dans un esprit de bon voisinage.

Longtemps considéré comme un idéal auquel aspirait la communauté internationale, cet objectif paraît plus que jamais réalisable grâce aux changements positifs que connaît la situation internationale depuis quelques années. Après des décennies de confrontations et de rivalités, les Etats se sont rendu compte que la solution des problèmes avec lesquels ils sont confrontés ne réside pas dans la force, mais plutôt dans le dialogue, la tolérance et la coopération.

L'Organisation des Nations Unies a joué un rôle catalyseur irremplaçable dans cette mutation, en rendant illégal le recours à la menace ou à l'emploi de la force et en mettant à la disposition des Etats le cadre légal dans lequel ils sont tenus de rechercher le règlement de leurs différends par des moyens pacifiques.

Sans citer les nombreux instruments et mécanismes existant dans ce domaine, nous nous permettons de souligner le rôle de plus en plus important de la Cour internationale de Justice. La vitalité de cet organe est le témoignage le plus fidèle de la force du droit dans les relations internationales contemporaines. Le Sénégal, qui a très tôt souscrit à la compétence de cette cour, dans les termes de l'article 36, paragraphe 2, de son statut, se félicite de ce qu'un grand nombre d'Etats aient accepté ces dernières années son rôle dans le règlement des différends.

Nous devons tous encourager cette attitude positive à l'égard de la Cour comme nous devons réfléchir sur les moyens de renforcer son efficacité en la rendant plus accessible et en respectant la force qui s'attache à ses décisions. En facilitant aux Etats démunis la saisine de la Cour et l'application de ses décisions grâce à la mise sur pied du Fonds spécial, le Secrétaire général vient de franchir un pas important dans cette direction.

Le Sénégal, pour sa part, apportera son soutien total à cette initiative heureuse, car il fait de la primauté du droit un des principes directeurs de sa politique tant internationale qu'intérieure. Au plan international, l'attachement de mon pays aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies explique notre pratique de bon voisinage et notre engagement irréversible pour respecter et faire respecter le droit dans la recherche de solutions pacifiques à nos problèmes avec les Etats de la sous-région. L'attitude bien connue du Sénégal en faveur de

M. S. M. Sy (Sénégal)

la cause des droits de l'homme et notre système politique de démocratie multipartisane constituent les meilleurs témoignages de la place réservée au droit dans la politique intérieure de mon pays.

Les efforts du Secrétaire général méritent le plus grand soutien de la part des Etats. Ils suscitent beaucoup d'espoirs dans les petits Etats et renforceront de manière considérable le rôle de la Cour internationale de Justice et, partant, le règne d'un état de droit dans les relations internationales. Unissons nos efforts et mettons en commun nos ressources pour que ces espoirs légitimes ne soient pas déçus et que ces perspectives ne soient pas illusoires.

Permettez-moi de souligner le geste particulièrement éloquent du représentant du Royaume-Uni qui vient de faire cette proposition tout à fait efficace.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée a ainsi terminé l'examen du point 13 de l'ordre du jour.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

BILAN DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

- a) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/44/615)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/44/L.16)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire remarquer à l'Assemblée que le texte de la Déclaration sur les responsabilités des êtres humains quant à la paix et au développement durable figure en annexe au document A/44/626.

Comme les représentants s'en souviendront peut-être, l'Assemblée générale est saisie du projet de résolution A/44/L.16 qui a été présenté par la représentante du Costa Rica à la 37e séance plénière. Je donne la parole à la représentante du Costa Rica qui souhaite soulever un point à propos du projet de résolution.

Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Pour répondre aux prières de certaines délégations, la délégation du Costa Rica serait heureuse que l'Assemblée diffère l'examen du projet de résolution A/44/L.16. Je tiens à signaler qu'il ne s'agit pas d'un report sine die : nous espérons que le projet pourra être examiné sous peu, par exemple la semaine prochaine.

Ma délégation se réserve le droit de reprendre la parole à cette occasion pour compléter la présentation du projet de résolution; en effet, le 24 octobre, nous nous étions contentés d'indiquer qu'à la demande de certaines délégations qui

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

avaient besoin de plus de temps, nous acceptions de reporter l'examen de ce projet à une date ultérieure, qui avait été fixée à aujourd'hui. Nous espérons que c'est la dernière fois que nous sommes obligés de demander que l'on diffère l'examen de notre texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Compte tenu de la déclaration que vient de faire la représentante du Costa Rica, l'examen du projet de résolution A/44/L.16 est reporté à une date ultérieure qui sera annoncée.

POINT 157 DE L'ORDRE DU JOUR

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE A LA QUESTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE CONTRE LA PRODUCTION, L'OFFRE, LA DEMANDE, LE TRAFIC ET LA DISTRIBUTION ILLICITES DE STUPEFIANTS, ET AUX MOYENS D'ELARGIR LE CHAMP DE CETTE COOPERATION ET D'EN ACCROITRE L'EFFICACITE

- a) PROJETS DE RESOLUTION (A/44/L.12, A/44/L.19)
- b) PROJET DE DECISION (A/44/L.13)
- c) RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/44/695)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A la demande de leurs auteurs, l'examen du projet de décision A/44/L.13 et du projet de résolution A/44/L.19 est reporté à une date ultérieure qui sera annoncée en temps voulu.

Je donne la parole au représentant de la Yougoslavie qui va présenter le projet de résolution A/44/L.12.

M. PEJIC (Yougoslavie) (interprétation de l'anglais) : Avant de présenter le projet de résolution sur la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les stupéfiants, je dois informer l'Assemblée générale que les pays suivants se sont portés coauteurs de cet important projet : Belgique, Bénin, Brunei Darussalam, Finlande, Islande, Japon, Luxembourg, Madagascar, Oman, Pays-Bas, Philippines, République fédérale d'Allemagne, Singapour, Togo et Turquie. Ce texte compte maintenant 121 auteurs, ce qui suffit à montrer l'importance que la communauté internationale attache à ce grave problème de notre époque.

M. Pejic (Yougoslavie)

De nombreux orateurs ont, au cours du débat général à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, évoqué les conséquences de plus en plus dramatiques et désastreuses du problème que posent la demande, la production, le trafic et la consommation illicites de stupéfiants non seulement pour la santé physique des personnes mais aussi le bien-être de couches entières de la société, ainsi que la menace qu'il représente pour les structures politiques, économiques, culturelles et sociales de chaque pays, parfois de régions tout entières. Dans ce contexte, la présente session a reconnu à l'unanimité qu'il s'agit là d'un problème très complexe, aux dimensions mondiales, qui exige une approche globale et des mesures d'ensemble.

Les estimations alarmantes qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur les travaux de l'Organisation, à savoir que

"la valeur monétaire du trafic de la drogue a récemment dépassé celle du commerce international du pétrole et n'est inférieure qu'au commerce des armes", (A/44/L, p. 23)

sont suffisamment préoccupantes pour susciter une profonde inquiétude et pour que soient prises d'urgence, au niveau international, des mesures efficaces.

Évaluant toutes les dimensions que revêt ce fléau, les pays non alignés ont souligné, dans la Déclaration et le document séparé sur le trafic illicite de stupéfiants adoptés à la neuvième Conférence au sommet de Belgrade, les dimensions dangereuses et mondiales de ce fléau, insisté sur le fait que la lutte pour son élimination est une responsabilité commune et demandé la coopération de la communauté internationale tout entière.

C'est un problème qui, indépendamment des mesures prises et de la détermination affichée, ne peut être résolu par des campagnes isolées au niveau national. Pour être utile et efficace, ce combat ne doit s'appuyer que sur des mesures efficaces et constructives de coopération internationale, en tenant dûment compte de la spécificité de ce problème dans diverses régions et environnements. C'est aux Nations Unies et à leurs institutions spécialisées de jouer un rôle crucial dans ce combat, car, comme M. Barco, Président de la Colombie, l'a souligné dans son importante allocution devant l'Assemblée générale,

"si cet effort ne s'accompagne pas d'un engagement à l'échelle mondiale, on ne parviendra pas à la victoire finale." (A/44/PV.13, p. 6)

Étant donné la détermination avec laquelle la Colombie s'est engagée à éradiquer ce mal, indépendamment des menaces et des victimes, l'appel du Président

M. Pejic (Yougoslavie)

Barco en vue de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux aspects les plus larges du problème mondial des stupéfiants a reçu un écho et un appui généralement positifs.

En tant que représentant d'un pays, la Yougoslavie, qui préside actuellement le Mouvement des pays non alignés et qui a toujours beaucoup contribué et continue de contribuer à la suppression et à l'interdiction du trafic illicite des stupéfiants, j'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée générale, au nom des 121 pays auteurs, l'adoption par consensus du projet de résolution A/44/L.12, relatif à la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, et aux moyens d'élargir le champ de cette coopération et d'en accroître l'efficacité.

Dans le préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale se dit profondément préoccupée par le grave problème que pose la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution de stupéfiants et par les effets dévastateurs de l'abus des drogues sur les individus et la société et rappelle les déclarations qui ont été faites en séances plénières au cours de sa quarante-quatrième session, y compris l'allocution que le Président de la Colombie a prononcée le 29 septembre 1989, et, en particulier, son appel en vue de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à ce problème.

Dans le dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale décide de tenir une session extraordinaire à un niveau politique élevé pour examiner d'urgence la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, en vue d'élargir le champ de cette coopération et d'en accroître l'efficacité et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives voulues pour convoquer la session extraordinaire.

Nous espérons sincèrement que ce projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

On m'a demandé d'informer les membres - bien que le Président de l'Assemblée l'ait déjà fait - qu'étant donné les négociations à grande échelle menées à l'heure actuelle pour parvenir à un consensus véritable sur le processus préparatoire de la convocation de la session extraordinaire, il a été décidé de reporter le vote sur les projets de résolution A/44/L.13 et A/44/L.19 à une date ultérieure.

M. BADAWI (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner une question très grave. Il s'agit de la question des stupéfiants, un fléau qui s'étend au monde entier, menaçant non seulement les régimes politiques, mais détruisant aussi les individus. Sans parler, bien entendu, de ses conséquences économiques et sociales pour l'existence même de la société tout entière.

L'appel en faveur de la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux stupéfiants a reçu l'appui immédiat de mon pays. C'est pourquoi l'Egypte s'est associée aux auteurs du projet de résolution qui figure dans le document A/44/L.12.

L'Egypte, en tant que pays où des drogues sont consommées et zone de transit, a adopté à l'égard de ce problème une approche globale et multiforme. Premièrement, le Ministère de l'intérieur a renforcé son contrôle des frontières maritimes et terrestres, ainsi que des ports et des aéroports. Deuxièmement, l'Egypte a promulgué une nouvelle loi sur les stupéfiants, qui, entre autres, punit plus sévèrement les trafiquants et les revendeurs. Cette loi décrète la peine de mort afin de châtier les auteurs d'actes aussi destructeurs du tissu social, économique et politique de la société.

Troisièmement, l'Egypte a créé des centres de réhabilitation et de traitement des toxicomanes et un fonds pour la lutte et le traitement de la toxicomanie. Ce fonds est placé sous la juridiction directe du Premier Ministre et est financé par des dispositions spéciales dans le budget et par les recettes provenant des amendes, de l'argent et de terres expropriées à la suite de procès liés à la drogue, afin de créer, d'équiper et d'entretenir les centres de réhabilitation et de prendre en charge le traitement médical, psychique et social des toxicomanes.

L'intérêt que porte l'Egypte aux stupéfiants s'étend au domaine régional. Aussi l'Egypte a-t-elle participé au Sous-Comité de lutte contre les stupéfiants au Moyen-Orient. Sur le plan international, l'Egypte entretient des liens très étroits avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

M. Badawi (Egypte)

Nous tirons profit de l'expérience du Fonds s'agissant notamment de la surveillance des stupéfiants destinés aux usages médicaux. C'est parce qu'elle attache de l'intérêt à la question des drogues que l'Egypte a tenu à être membre de la Commission des stupéfiants, et un expert égyptien est membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

La session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question des drogues s'occupera d'une question grave, et elle devrait être traitée en conséquence. C'est pourquoi la délégation égyptienne considère qu'il faut s'engager à garantir que la session sera bien préparée et qu'elle sera couronnée de succès. A cet effet, nous faisons les suggestions suivantes.

Premièrement, il faut organiser des consultations larges et approfondies entre les divers Etats et groupes régionaux pour qu'ils puissent tous émettre leurs idées et leurs opinions sur la base de l'expérience qu'ils ont accumulée dans la lutte contre les stupéfiants. Il s'agit, en effet, d'une question qui concerne le monde entier; elle n'est pas la préoccupation d'un seul Etat ou d'un nombre limité d'Etats.

Deuxièmement, la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, en raison de leur rôle et de leur expérience dans ce domaine, doivent participer aux travaux préparatoires de la session. Ces organes internationaux devraient participer à la session sur la base de leur propre expérience pratique si nous voulons que la session extraordinaire de l'Assemblée générale soit couronnée de succès et ne se borne pas à entendre des discours répétitifs.

Troisièmement, la participation à cette session devra se faire à un niveau élevé. Les participants devront inclure des décideurs politiques et des personnes ayant l'expérience pratique de la lutte contre le trafic des drogues et la toxicomanie. Une décision politique n'est pas suffisante en soi pour résoudre le problème. La décision devrait plutôt se fonder sur l'expérience pratique et tenir compte des données, statistiques et informations disponibles.

Pour que la session puisse être convenablement préparée, nous prions instamment l'Assemblée générale d'en fixer les dates en se fondant sur les considérations pratiques, pragmatiques, que j'ai mentionnées.

M. KHORO (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Le Pakistan se félicite de la proposition tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, et aux moyens d'élargir le champ de cette coopération et d'en accroître l'efficacité. Le Pakistan a eu l'honneur de parrainer, avec de nombreux autres pays, la demande d'inscription de cette question à l'ordre du jour de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Le problème des stupéfiants dans ses différentes manifestations apparaît comme l'une des menaces les plus dangereuses qui pèse sur la civilisation humaine. Cette menace ne respecte ni frontières ni cultures. Elle est implacable et dévastatrice. Lors de l'allocution émouvante qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale, le 19 septembre 1989, le Président Barco, de la Colombie, a attiré l'attention sur la situation menaçante créée par les barons de la drogue colombiens et les mercenaires armés qu'ils emploient. Riches et puissants, les barons de la drogue constituent une menace sérieuse pour la démocratie non seulement en Colombie mais aussi au Pakistan. Un article paru récemment dans le Times de Londres indiquait que l'industrie des stupéfiants au Pakistan était :

"un héritage de l'époque de feu le général Zia, qui fermait les yeux sur les activités liées aux stupéfiants en échange d'un appui politique. Les 40 principaux gangs de la drogue ont tous des membres qui ont été, à l'époque, des personnalités officielles de haut niveau."

Elle commence à submerger toutes les sociétés.

La convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour examiner la question dans son ensemble est une manifestation opportune de la préoccupation de la communauté internationale devant la menace qui pèse sur l'humanité. C'est également une manifestation de l'engagement pris par tous les Etats de renforcer et d'intensifier la coopération internationale pour éliminer ce fléau.

De fait, l'intitulé de la session extraordinaire est tout à fait approprié. Il reconnaît la nécessité de s'attaquer au problème sous tous ses aspects. Il reconnaît que la campagne contre les stupéfiants doit tout englober. Il est temps que la communauté internationale s'unisse pour lancer une stratégie coordonnée et globale pour lutter contre cette menace et l'éliminer.

M. Khorro (Pakistan)

Le Gouvernement récemment élu du Pakistan, sous la direction dynamique du Premier Ministre Benazir Bhutto, a lancé une grande campagne contre l'abus, le trafic et la distribution illicites des drogues. Le Premier Ministre, dans sa première conférence de presse, le 3 décembre 1988, a exprimé la volonté de son gouvernement de s'attaquer vigoureusement au problème et annoncé la création d'un ministère distinct pour s'en occuper. Il a ensuite été créé la Division de la lutte contre les stupéfiants, sous la responsabilité d'un ministre d'Etat, au sein du gouvernement fédéral. La Division est chargée de réaliser les objectifs du Gouvernement dans tous les domaines liés à la lutte contre l'abus des drogues.

Le Gouvernement pakistanais s'est engagé à édifier une société libérée de la drogue. Ces six derniers mois, des progrès marquants ont été faits dans cette direction. Durant la saison de récolte actuelle, l'appel lancé par le Gouvernement aux producteurs de pavots pour qu'ils en détruisent volontairement la récolte a rencontré un écho positif. Dans les régions où la persuasion n'a pas eu d'effet, on a pris des mesures d'application strictes, et, en conséquence, la production d'opium est estimée, pour la présente saison, à environ 100 tonnes, alors qu'elle avait été de 205 tonnes pendant la saison 1987/88.

La destruction des moyens de production est également prévue. Depuis qu'il est entré en fonctions, le nouveau gouvernement a neutralisé 24 laboratoires d'héroïne et a lancé une grande offensive contre les trafiquants. La Division de la lutte contre les stupéfiants a l'intention de créer une équipe spéciale d'élite pour renforcer les efforts faits pour neutraliser les trafiquants.

Nous sommes nous aussi devenus victimes de la toxicomanie. Bien que le Pakistan soit traditionnellement producteur d'opium et de cannabis, on ne connaissait pas l'utilisation de l'héroïne dans notre société avant 1980, année où le premier cas d'utilisation abusive d'héroïne a été reporté. Depuis lors, l'utilisation abusive de stupéfiants s'est multipliée et plus de 1,9 million de Pakistanais sont aujourd'hui considérés toxicomanes.

M. Khorro (Pakistan)

Le Gouvernement est pleinement conscient du coût exorbitant que représente la toxicomanie pour les individus et pour la société. Il a lancé des programmes de grande envergure pour le traitement et la réhabilitation des toxicomanes. Il a également lancé un programme d'information, par le truchement des médias, pour alerter la population quant à la nécessité de prendre conscience et d'entreprendre une action au niveau communautaire. Un centre de ressources pour la prévention de l'abus des drogues a également été établi sous les auspices du Bureau de contrôle des stupéfiants du Pakistan en vue d'apporter un appui et un encouragement actifs aux efforts déployés sur les niveaux local, provincial et national, pour délivrer notre société de la menace de la drogue. Le Pakistan participe aussi activement aux efforts régionaux en vue de lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues. Sur proposition du Pakistan, la quatrième Conférence au sommet de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale a proclamé 1989 comme étant leur "Année de la lutte contre l'abus des drogues et le trafic des stupéfiants".

La convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale marquerait un jalon dans les efforts globaux de plus en plus résolus en vue de contenir et d'éliminer le fléau de l'abus et du trafic des drogues. Nous espérons que la session extraordinaire se concentrera sur les aspects suivants : premièrement, la nécessité de renforcer la volonté de la communauté internationale de lutter contre la menace de la drogue sous toutes ses formes; deuxièmement, le renforcement de la coopération internationale dans le domaine du contrôle de l'abus des drogues; troisièmement, l'allocation de ressources supplémentaires en vue d'accélérer les mesures prises au niveau international contre la menace de la drogue, notamment l'apport de ressources considérables aux pays en développement pour renforcer leurs efforts en matière de traitement, de réhabilitation, etc; et quatrièmement, la coordination et la rationalisation des activités du système des Nations Unies dans ce domaine.

Le Pakistan soutient la proposition de créer pour la session extraordinaire un comité préparatoire plénier afin de garantir des travaux préparatoires appropriés et efficaces. Nous appuyons également la suggestion de tenir la session extraordinaire pendant la troisième semaine de février de l'année prochaine.

Le Pakistan participera activement au processus préparatoire ainsi qu'à la session extraordinaire. Il n'épargnera aucun effort pour oeuvrer en vue d'un succès total de cette session.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le rapport de la Cinquième Commission portant sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/44/L.12 et du projet de décision publié sous la cote A/44/L.13 figure au document A/44/695.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/44/L.12.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/44/L.12?

Le projet de résolution est adopté (résolution 44/16).

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons terminé, au stade actuel, l'examen du point 157 de notre ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 45.

